L'*ethos* participatif

Généalogistes et création de contenus à l'heure du numérique

Bénédicte Grailles

UMR TEMOS, programme EnJeu[x], université d'Angers

Résumé : Les passionnés d'histoire familiale sont des acteurs centraux du *crowdsourcing* archivistique. Cette communauté d'utilisateurs, bien organisée dans le monde réel et déjà productrice de contenus sous forme de tables et de bases de données, a investi le numérique sans état d'âme pour occuper un espace central dans l'écosystème archivistique. Ces usagers consommateurs de nombreux documents d'archives, sont prêts à s'investir dans tout type d'usages participatifs, l'exemple le plus frappant étant l'indexation collaborative. Ils enrichissent et partagent des contenus patrimoniaux *via* le cadre institutionnel et en dehors de lui. En dehors des services, ils créent des communautés apprenantes en ligne qui forment des espaces sociaux d'échange hautement spécialisés (Geneanet par exemple), où se déploient leurs pratiques propres : redocumentarisation des documents (réagencement, annotation, organisation de collections personnelles, intégration de liens etc.) et production de documents totalement factices – les « fiches » manquantes du fichier des morts pour la France mis en ligne par le service historique de la Défense par exemple. Après une analyse de l'offre de projets collaboratifs autour des documents d'archives, nous tenterons de mieux cerner le profil des généanautes et nous interrogerons sur l'éventualité d'un *ethos* spécifique du généalogiste et sur les conséquences à moyen terme dans la relation aux archives.

Mots-clés : Projets participatifs, redocumentarisation de documents patrimoniaux, généalogie, archives

Abstract : The family history lovers are central actors for the archival crowdsourcing. This community of users is well organised in the real world and has already produced many data such as tables and databases, and therfore they have used digital technology to occupy a key position in the archival ecosystem. These users consuming many archival documents are eager to commit themselves in any participatives projects, the most striking example being the collaborative indexation. They enrich and share patrimonial content within the institutional framework and outside it. They create communities of learners online, who propose social spaces to share specialized content (Geneanet for example), in which their specific practices can unfold : redocumentarisation of documents (rearrangement, annotation, organisation of personal collections, hyperlinks. . .) and production of virtual documents – for example the lacking « sheets » of the file of the deads for France that has been put online by the historical Defence Services. First we will analyse the panel of collaborative projects on archival documents ; then we'll try and determine the characteristics of the « geneanautes » ; and eventually we'll reflect upon the potential specific ethos of the genealogist and upon the mid-term consequences in the relation to the archives.

Keywords : Participative projects, redocumentarisation of patrimonial documents, genealogy, archives

Les acteurs principaux du *crowdsourcing* archivistique sont les passionnés d'histoire familiale. Cette catégorie d'utilisateurs, bien organisée et productrice depuis plusieurs décennies de contenus sous forme de relevés ou de tables, a investi le numérique en ligne sans état d'âme pour occuper un espace pivot dans l'écosystème archivistique. Sa capacité à faire pression pour influer sur les politiques publiques en matière de numérisation, de mise en ligne, d'accès et de réutilisation est importante : plus de 50 000 signataires de la pétition #EudataP sur le projet de règlement européen sur les données personnelles, 30 000 pour la pétition pour l'adaptation de la loi sur les archives de 2008 aux réalités des archives numériques. Ces usagers consommateurs de données sont prêts à s'investir dans tout type d'usages participatifs, le champ le plus fécond étant l'indexation collaborative. Ils enrichissent et partagent des contenus archivistiques *via* et en dehors du cadre institutionnel. Ils font vivre tous les projets collaboratifs lancés par les services d'archives et structurés autour des traces laissées par les individus dans les fonds. Par commodité, nous les dénommerons généalogistes et non historiens des familles même si la première dénomination semble restreindre leurs centres d'intérêt à l'enchaînement de filiations alors même que leurs investigations ne cessent de s'élargir, ce dont profitent de nombreux projets.

Nous nous appuierons principalement sur une enquête menée en 2015-2016 dans le cadre du programme de recherche EnJeu[x] [1]. Elle intervient après la grande enquête menée par les Archives de France en 2013-2014 auprès des publics des services d'archives [2]. Contrairement à celle-ci, elle ne cherche pas à interroger les usagers de ces services mais bien les généalogistes et généanautes. En cela elle est plutôt à rapprocher de l'enquête Médiamétrie-NetRatings de 2006 [3] ou de l'enquête menée en 2011 sous la direction de Dominique Desjeux pour la société généalogie.com [4], à ceci près qu'elle a un périmètre international. Dans cette enquête comprenant 124 questions, la question 56 permettait de départager les généalogistes participant à l'élaboration de bases de données ou de contenu généalogique sur Internet des consommateurs de données généalogiques et donc de délimiter des profils de généalogistes. Par facilité, nous nommerons dans la deuxième partie de notre propos, les premiers, généalogistes participatifs et les seconds, généalogistes non participatifs. Les chiffres porteront toujours sur 485 répondants pour les premiers, 365 pour les seconds et correspondront à des pourcentages, afin de pouvoir effectuer des comparaisons entre les deux profils [5].

1. EnJeu[x] (Enfance et Jeunesse) est un programme pluridisciplinaire porté par l'université d'Angers, financé par la région Pays-de-la-Loire et agréé par la MSH Ange-Guépin (Nantes). Cette enquête est accessible en ligne sur HAL : `hal.archives-ouvertes.fr.hal-03201442V1`. Le questionnaire n'est plus visible actuellement non plus.

2. Guigueno, Brigitte, Penicaut, Emmanuel (2016) *Qui sont les publics des archives ? Enquête sur les lecteurs, les internautes et le public des activités culturelles dans les services publics d'archives (2013-2014)*, Paris, direction générale des Patrimoines.

3. Ministère de la Culture et de la Communication, direction des Archives de France, *Étude sur les usages de l'Internet par les généalogistes. Synthèse de l'enquête réalisée en décembre 2006 par Médiamétrie-NetRatings*, Paris, direction des Archives de France, mai 2007.

4. Enquête dans le cadre de la formation doctorale professionnelle en sciences sociales, université Paris Descartes, menée en 2011. Accessible sur `http://www.argonautes.fr/2011-09-d-desjeux-direction-scientifique-anthropologie-des-pratiques-genealogiques-en-france/`, consulté le 31 juillet 2020.

5. N'ont été retenues que les réponses de généalogistes résidant en France. Je remercie Adelaïde Laloux, ingénieure d'étude du programme EnJeu[x], Veronicá Zurita, stagiaire EnJeu[x], et Patrice Marcilloux, professeur d'archivistique (EnJeu[x], TEMOS, université d'Angers) pour la réflexion menée ensemble sur ce questionnaire.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

Après une analyse de l'offre de projets collaboratifs autour des documents d'archives, nous tenterons de mieux cerner le profil des généanautes et nous interrogerons sur l'éventualité d'un *ethos* spécifique du généalogiste et sur les conséquences à moyen terme dans la relation aux archives.

1 État de l'offre de projets collaboratifs

Les services d'archives, les acteurs associatifs et les sociétés commerciales se concentrent majoritairement sur des projets d'indexation ou d'annotation, c'est-à-dire sur la pose de signets sur des documents en ligne. Une tâche technique, l'indexation, composante de la description archivistique et normalement dévolue à des archivistes, est ainsi déléguée aux utilisateurs. En effet, la description archivistique est une activité que l'on peut usuellement qualifier de « descendante » (*top-down*). Elle est pratiquée par des professionnels qui s'appuient sur des normes – conceptuelles et fonctionnelles – définissant des hypothèses et des cadres de fabrication. L'indexation archivistique comme approche taxinomique est spécifiée par des normes documentaires – la famille des normes NF-Z 40 – et par des normes d'encodage métier – EAD 2002 – ou transmétier – Dublin Core. Dans la pratique archivistique des professionnels formés, elle comporte une caractéristique essentielle : c'est une indexation dite au second degré, c'est-à-dire que les mots-clefs portent sur les analyses des documents et non sur le contenu informationnel de l'ensemble du document.

L'indexation collaborative consiste, à partir de documents mis en ligne, à proposer à des contributeurs de poser des signets (*tagging*) et d'indexer au premier degré, d'identifier et relever des informations internes au document. Il y a donc un enjeu de convergence entre une indexation métier et l'indexation contributive et un paradoxe [6] : les institutions se pensent comme les garantes d'une qualité scientifique, mais en même temps l'indexation collaborative porte sur un champ qu'elles ne couvraient pas.

Pour gérer cette convergence, les acteurs ont élaboré différentes stratégies. La catégorisation en fonction des degrés d'ouverture des projets qu'Édouard Bouyé avait proposée en 2012 [7] n'a de fait pas beaucoup évolué, même si elle s'est cristallisée.

La stratégie la plus fermée consiste à sélectionner les contributeurs et à se comporter en donneur d'ordre, en reproduisant en quelque sorte le schéma relationnel entre la maîtrise d'ouvrage et un prestataire. Cela se traduit par l'existence de tests de paléographie, qui aboutissent à un classement des contributeurs à qui on répartit ensuite des lots de documents en fonction d'un niveau supposé de maîtrise des écritures anciennes. Dans le même ordre d'idées, à savoir la reproduction de modalités de sous-traitance dans les rapports avec des bénévoles contributeurs, on trouve l'option choisie par Familysearch (Mormons) qui consiste à attribuer le même lot à deux indexeurs qui contrôlent mutuellement en aveugle la qualité du travail effectué.

6. Puig, Vincent (2016) « Écrire le patrimoine à l'âge des datas – enjeu de l'indexation contributive », dans Mairesse, François (dir.) *Nouvelles tendances de la muséologie*, Paris, La Documentation française, p. 195-217.

7. Bouyé, Édouard (2012) *« Le Web collaboratif dans les services d'archives publics : un pari sur l'intelligence et la motivation des publics », Nouveaux usages, nouveaux usagers : quels contenus, quels services allons nous offrir ?, Actes des rencontres annuelles de la section archives départementales (RASAD) de l'Association des archivistes français*, *La Gazette des archives*, n° 227, p. 125-136

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

La stratégie la plus ouverte consiste à permettre l'indexation contributive au fil de l'eau. Aucun profil n'est créé. L'internaute au fil de sa recherche se voit offrir la possibilité de poser un signet. Il ne s'engage pas sur un lot de documents, il peut ne consulter et n'étiqueter que ce qui intéresse sa propre recherche.

La stratégie intermédiaire – la plus largement répandue – demande à l'internaute de créer préalablement un compte avant d'indexer. Le système exige de ses usagers, pour reprendre l'expression de Jacob Matthews, des « gestes répétés d'adhésion [8] ». Dans cette catégorie, on peut ranger les propositions collaboratives émanant des associations, de la société Geneanet ou de nombreux services d'archives.

La gestion de la convergence entre indexation collaborative et indexation métier s'opère aussi par la mise en place de procédures formalisées : charte de l'annotateur, guide de l'utilisateur. La création d'un compte permet d'enregistrer deux accords : celui sur le respect des règles en cours sur la plateforme d'annotation, celui sur la propriété des données produites et leur réutilisation. Dans le cas d'une indexation complètement libre, le site précise les conditions supposées acceptées tacitement. L'institution peut choisir de modérer ou non les annotations, ce qui influe sur la mise en ligne de données produites. Les modèles ouverts sont généralement complètement ouverts, c'est-à-dire sans modération mais avec possibilité de signalements, corrections et retraits. Les autres modèles s'accompagnent d'une modération légère (par sondage).

Une autre forme de contrôle s'opère à travers les dispositifs socio-techniques mis en place. L'organisation de l'annotation, les choix graphiques, de zonage des pages, les dispositifs d'autocomplétion contraignent et conditionnent les contributions. Les outils et modalités de saisie, leur intégration ou non au visualiseur d'images ont des conséquences sur le processus à l'œuvre. L'autocomplétion, qui suggère des graphies de mot, singulièrement de noms de famille, influe directement sur la réalisation de l'index.

Les institutions publiques ou privées détiennent les clés de l'offre. Elles décident des stratégies d'appropriation et des stratégies de valorisation. Ce sont elles qui choisissent les projets d'indexation, d'« ouvrir » à l'indexation tel ou tel lot d'images. De fait, elles sont amenées à proposer des sujets qui se trouvent à l'articulation entre histoire individuelle et grande histoire, entre mémoire familiale et mémoire collective. Elles sont tentées de vouloir conserver le contrôle alors même qu'elles en laissent, par consentement mutuel, échapper une partie.

Cette déprise progressive du contrôle sur la description et le flou qui s'installe entre les tâches du professionnel et celles du bénévole conduisent à s'interroger sur la valeur symbolique du patrimoine ainsi réinvesti par les individus et sur son éventuel affaiblissement.

On constate d'ailleurs que les Archives de France ne communiquent pas d'éléments statistiques chiffrés sur la mise à disposition de modules collaboratifs et l'appropriation

8. Matthews, Jacob (2015) « Passé, présent et potentiel des plateformes collaboratives. Réflexions sur la production culturelle et les dispositifs d'intermédiation numérique », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n° 16, p. 57-71. Citation p. 60.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

des projets par les internautes [9], alors même que l'enquête menée en 2013-2014 sur les publics des archives montrait une demande de collaboratif exprimé par les usagers consommateurs des données d'archives [10], ce que confirme notre propre enquête [11]. Ainsi, le rapport statistique annuel ne fait état d'aucune question sur les modules collaboratifs [12].

De même, on constate que la plupart du temps ces indexations ne sont pas intégrées dans les instruments de recherche des services d'archives mais constituent des réservoirs de données interrogeables *via* un formulaire spécifique ou une recherche fédérée. Descriptions des professionnels et descriptions des amateurs sont appréhendées et conservées dans des silos résolument séparés, à l'exception notable mais récente (2017) des Archives nationales qui ont décidé d'intégrer la participation des internautes dans leurs instruments de recherche encodés en EAD 2002 [13].

Le *crowdsourcing* ciblant les généalogistes ne se réduit pas à de l'indexation mais il s'étend à d'autres pratiques collaboratives : création de contenus dans le cadre de *wiki*, de dictionnaires (dictionnaire généalogique, dictionnaire de noms de famille) ou diffusion sur des réseaux sociaux, téléchargement d'arbres et de données généalogiques *via* un format d'échange de données généalogiques, le *Genealogical Data Communication,* dit Gedcom, développé par les Mormons depuis les années 1980 et jouant aujourd'hui le rôle d'un standard d'échange.

La demande de collaboratif trouve à s'exprimer dans d'autres cadres que celui du réseau des archives et sur d'autres objets que les documents d'archives. Geneanet, une société anonyme née en 1996 et qui revendiquait en 2016 plus de 4 milliards de données, orchestre ainsi de nombreux projets collaboratifs dont certains nécessitent deux phases – une première phase de numérisation ou de production de photographies numériques suivie d'une phase de relevés [14] – ou, si des documents existent en ligne, une phase unique de relevé [15] (voir figures 1 et 2), projets auxquels il faut adjoindre une encyclopédie collaborative de la généalogie.

9. Les derniers éléments publiés fin 2017 concernent le rapport 2016. La grille d'enquête 2016 fait en revanche état d'un recueil de données sur ces questions.

10. 20 % des internautes souhaitaient le développement de l'offre collaborative et 23 % pratiquaient déjà l'enrichissement de contenus. (Guigueno, B. et Penicaut, E., *op. cit.*, p. 18).

11. 47 % des généalogistes participatifs souhaitent voir améliorer l'indexation collaborative (question 54).

12. Ni dans la partie 7 – numérisation –, 8 – mise en ligne –, 11 – animations. On ne trouve pas non plus d'éléments d'évaluation et de quantification des apports collaboratifs (tags posés par exemple) dans la partie 3 – Instruments de recherche.

13. Projet d'indexation des registres des Ponts-et-Chaussées (voir l'article de Stéphane Rodriguez-Spolti). À noter que ce projet ne s'adresse pas aux généalogistes.

14. Projets *Sauvons nos tombes* et *Nécropoles militaires* pour lesquels les internautes sont invités à prendre en photographie les tombes que d'autres indexent nominativement ; *Cartes postales Hier et Aujourd'hui* où il s'agit de photographier sous le même angle un lieu illustré par une carte postale ancienne ; *Cartes de combattant* et *Notaires* qui nécessitent de photographier les documents avant une indexation collaborative.

15. Cinq projets en octobre 2017 : *Livres d'or des Morts pour la France*, *Matricules napoléoniens*, *Tables décennales des mariages*, *Fusillés de la Grande Guerre*, *État civil régimentaire*.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

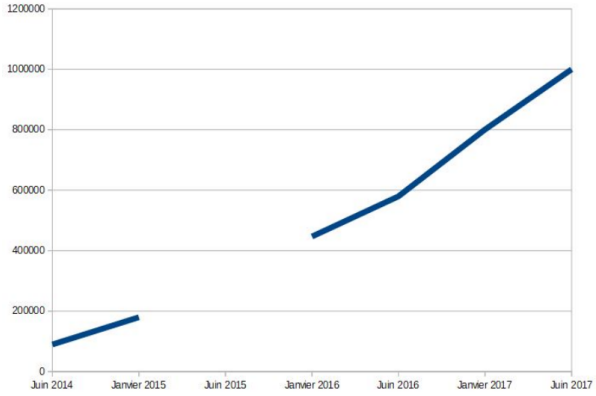


FIGURE 1 – Nombre de photographies téléchargées dans le cadre du projet *Sauvons nos tombes* sur le site Geneanet (source : chiffres publiés sur le site `www.geneanet.org` à la date du 14 octobre 2017)

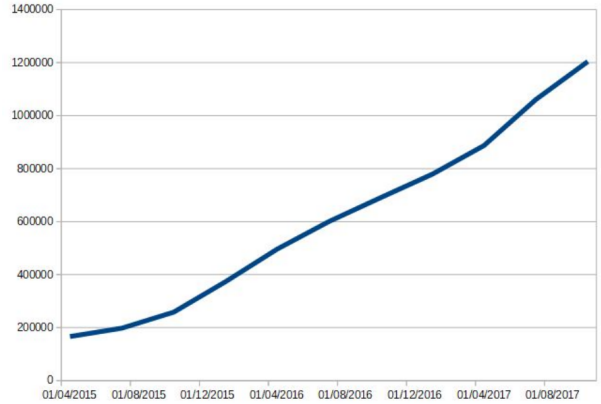


FIGURE 2 – Nombre d'indexations de fiches des morts pour la France sur le site *Mémoire des hommes* du ministère de la Défense (source : chiffres publiés sur le site `http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/` à la date du 14 octobre 2017)

Le modèle économique est classique sur Internet : il faut accumuler à faible coût grâce au *crowdsourcing* des contenus produisant des effets de masse sur les utilisateurs et y adjoindre des contenus, payants car coûteux, mais permettant de différencier une offre dite premium.

Une forme de compétition existe entre tous les acteurs. Chacun s'efforce de capter cette main d'œuvre dont l'enthousiasme semble inépuisable et dont la présence génère du trafic par elle-même et par les visiteurs qu'elle agrège. Ainsi le *Projet scientifique, éducatif et culturel des Archives nationales 2017-2020* affirme la volonté de « passer à la vitesse supérieure ». Il identifie des voies et moyens : offrir des espaces de discussion, rendre les actions visibles, proposer de l'indexation, un wiki et des médias sociaux. Ailleurs, on importe différents modèles d'émulation, qui sont des modèles

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

de compétition : week-end indexation, 24 h de l'indexation [16], week-end photo, défi collaboratif 1 Jour – 1 Poilu [17]. On joue aussi sur les effets de club [18] : l'utilité de rejoindre un réseau est liée au nombre d'utilisateurs déjà connectés. Les différents acteurs se conforment ainsi à un discours dominant qui affirme que « participation mérite rétribution » financière ou symbolique [19]. On voit apparaître des classements des meilleurs contributeurs, des tableaux de participants au défi (voir figure 3) ; on relaie sur twitter (voir figure 4).



Figure 3 – Classement des contributeurs du défi *Adoptez un poilu* proposé par les archives départementales des Yvelines (source : page facebook Archives.Yvelines.fr, post du 25 mars 2016)

16. Défi proposé par l'association Geneatech (généalogie et numérique). Accessible sur `https://www.geneatech.fr,` consulté le 28 avril 2018.

17. Par ce défi initié par un internaute, les volontaires étaient invités *via* twitter (@1J1Poilu et hashtag #1J1P) à s'engager à indexer tous les jours jusqu'à la fin du centenaire le 11 novembre 2018 une des fiches nominatives des Morts pour la France de la Première Guerre mondiale disponibles sur *Mémoires des hommes*. Accessible sur `http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/,` consulté le 31 juillet 2020.

18. En 2017 sont apparus des *meetups* généalogiques.

19. Bouquillion, Philippe et Matthews, Jacob (2010) *Le Web collaboratif, mutations des industries de la culture et de la communication*, Grenoble, PUG, p. 85.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850



Figure 4 – 24 h de l'indexation, défi Geneatech (source : compte twitter @geneatech, twitt du 9 septembre 2017)

Tout un dispositif est mis en place qui vise à répondre à un besoin supposé d'extimité, ce besoin d'être remarqué sous une des identités multiples que permet le Web [20].

Récemment, et peut-être faut-il y voir une conséquence du succès rencontré par la Grande Collecte [21] en 2013 et l'opportunité donnée de publier des parcours de vie sur Europeana 1914-1918 [22], un nouveau type de contrepartie ouvertement mémoriel se développe : le généanaute se voit offrir une tribune pour publier le récit de vie de ses ancêtres dans un cadre institutionnel [23]. C'est la technique du *storytelling* adapté à la généalogie.

2 Profil des généalogistes participatifs

Qui sont donc ces « pro-am », ces amateurs experts [24] capables de créer autant de données de qualité ? À partir de l'enquête EnJeu[x] de 2015-2016, quel portrait peut-on dresser du généalogiste participatif ? Est-il si différent de l'internaute en général et du généalogiste non participatif ? Que sait-on de ses pratiques ? Que peut-on comprendre de ses attentes ?

20. Tisseron, Serge (2012) « Le danger de la fracture d'usage », *Les Cahiers dynamiques*, n° 15, p. 49-55.

21. Organisée du 9 au 16 novembre 2013 puis les 14 et 15 novembre 2014, l'opération proposait à tous de venir apporter documents et objets dans des lieux de conservation désignés (archives ou bibliothèques) pour numérisation ou de les numériser directement pour une mise en ligne sur le portail Europeana. Accessible sur `https://1914-1918.europeana.eu/fr`, consulté le 20 avril 2018.

22. `https://1914-1918.europeana.eu/fr`, consulté le 20 avril 2018. Outre la mise en ligne d'images numériques, les participants étaient invités à les accompagner d'une « histoire », généralement un récit biographique.

23. Par exemple, les archives départementales des Yvelines. Accessible sur `http://wiki1418.yvelines.fr`, consulté le 20 avril 2018.

24. Flichy Patrice (2010) *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Seuil.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

Le premier point à noter est le profil atypique des généanautes par rapport aux internautes en général. D'après le baromètre du numérique du Crédoc [25], en 2015, 38 % des 70 ans et plus et 55 % des retraités sont des internautes et 68 % des internautes se connectent quotidiennement. Le Crédoc distingue cinq groupes d'internautes en prenant en compte l'âge, le niveau socio-culturel et les pratiques. Or les généalogistes sont des utilisateurs compulsifs d'Internet, ils se connectent tous les jours à 89 % pour les non participatifs et 93 % pour les participatifs, ce qui ne correspond ni à leur groupe d'âge ni à leur niveau socio-culturel.

Le profil moyen du généalogiste participatif est plutôt celui d'un père de famille, bachelier ou titulaire d'un diplôme supérieur, marié avec des enfants, vivant en ville dans une famille « traditionnelle » ou recomposée, appartenant aux classes moyennes. Le profil moyen du généalogiste non participatif est comparable avec les différences suivantes : plutôt une femme un peu moins diplômée, plutôt dans une famille « traditionnelle », ce qui rejoint le constat dressé autour des appropriations genrées d'Internet [26].

S'ils sont plus âgés et plus connectés que la moyenne des Français, généalogistes participatifs et généalogistes non participatifs se distinguent entre eux néanmoins sur deux points : leur courbe d'âge et l'âge de début de recherche. C'est entre 40 et 65 ans que les effectifs varient. De fait, les généalogistes participatifs sont surreprésentés entre 40 et 52 ans (classe d'âge à laquelle 20 % d'entre eux appartiennent pour 12 % chez les non participatifs) et logiquement il y a plus d'actifs parmi eux (40 % d'entre eux pour 33 % chez les non participatifs). Par ailleurs, ils revendiquent un âge de début de recherche plus précoce (30 % avant 25 ans) que les non participatifs (20 % avant 25 ans). Néanmoins on ne peut pas dire d'eux que ce sont des *digital natives* en généalogie mais plutôt des *digital migrants* : le lieu d'initiation à la pratique généalogique est certes plus couramment sur le net pour les participatifs (27 % contre 21 %) mais cela reste un chiffre encore faible (questions 91, 9 et 11).

Pour autant, la perception d'Internet par les participatifs et les non participatifs est différente. Pour les seconds, Internet est davantage une ressource. Pour les premiers, c'est aussi un lieu de sociabilité (question 35). On constate par ailleurs une grande appétence pour les pratiques de lien social, qu'elles soient dans le monde réel ou dans le monde virtuel. Si on les trouve logiquement investis sur les réseaux sociaux, dans les forums, s'ils sont fréquemment adhérents de sites (voir figure 5), ils n'ont pas pour autant délaissé complètement les réseaux et médias traditionnels, associations et revues spécialisées.

25. `http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/cge/Actualites/2015_11_27_barometre-numerique-2015.pdf`, consulté le 8 octobre 2017.

26. Bonnafous, Simone, Jouët, Josiane, Rieffel, Rémy, dir. (2003) *Une communication sexuée ?*, *Réseaux*, n° 120, Paris, Hermès Sciences publications.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

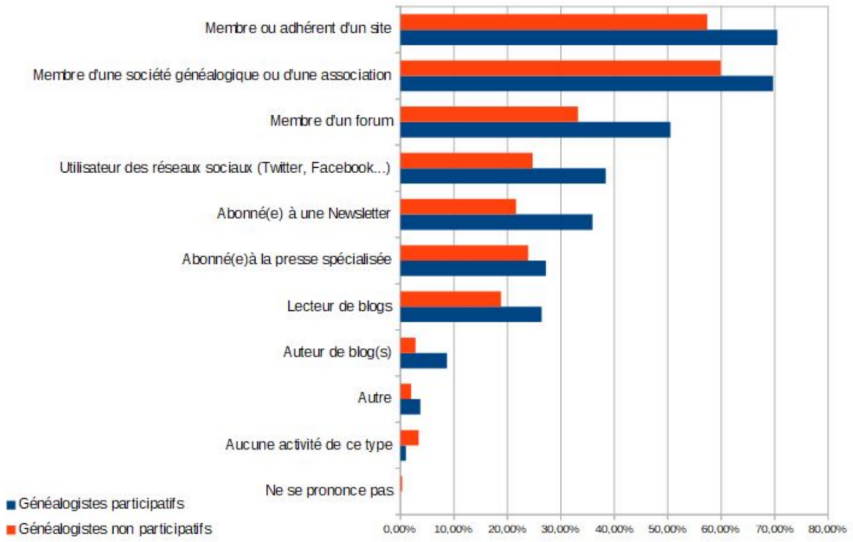


Figure 5 – Figure 5. Adhésions, abonnements et activités en ligne (source : réponses à la question 12 de l'enquête EnJeu[x])

On notera même que leur taux de consommation est supérieur dans tous les domaines, montrant une intensification des pratiques qui va de pair avec la diversification des dispositifs mobilisables. Ils sont même 20 % à avoir développé un sentiment d'affiliation à des réseaux internationaux (question 48). Sur le plan de la sociabilité, on observe donc une certaine continuité entre le comportement initial et le réseautage numérique.

Leur pratique sur Internet est aussi plus intensive : les participatifs réservent plus volontiers dans leur emploi du temps des moments de recherche et ils sont plus nombreux à pratiquer avec une régularité hebdomadaire (question 14). Ils sont même 43 % à utiliser quotidiennement Internet pour la généalogie contre 31 % chez les non participatifs.

Est-ce pour ces raisons qu'ils perçoivent leurs recherches comme plus maîtrisées ? Les généalogistes participatifs estiment à 84 % leurs recherches avancées ou perfectionnées pour 70 % des non participatifs. Expérimentés, ils ont le sentiment de diriger leurs investigations : moins de 14 % qualifient leur recherche d'aléatoire (pour 18 % des non participatifs). D'ailleurs, ils sont 90 % à afficher un répertoire de plus de mille ancêtres pour 75 % des non participatifs (questions 2, 5, 17). Ils croient aussi plus intensément en la fiabilité des sources, sources qu'ils ont tendance aussi à mobiliser un peu plus. Ils sont notoirement en situation de confiance face à des sources secondaires (relevés d'association, données des sites commerciaux ou communiquées par d'autres internautes) [27]. Ils n'envisagent d'ailleurs pas l'arrêt de leurs recherches

27. Questions 24 et 45.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

(77 % des participatifs contre 69 % des non participatifs) pour la bonne raison qu'ils sont confiants dans leur capacité à surmonter d'éventuels blocages (question 79).

Les participatifs ne sont pas actifs qu'en ligne. Ils continuent à pousser la porte des services d'archives : 56 % dans les douze derniers mois se sont rendus dans un service et seul un peu plus d'un répondant sur 10 n'a jamais pénétré dans une salle de lecture. Ils sont même le double (16 %) à s'y rendre au moins une fois par mois (question 26). On peut d'ailleurs noter un paradoxe, 22 % des participatifs préfèrent consulter les documents dans un service d'archives plutôt qu'en ligne contre 16 % pour les non participatifs.

Ces phénomènes d'intensification des pratiques, plus que de diversification du public, sont un mécanisme bien connu dans les loisirs culturels déjà observé dans d'autres cas de figure, à l'occasion par exemple de la mise en place de la gratuité dans les musées ou de l'extension des horaires d'ouverture de bibliothèques [28].

Si les méthodes des participatifs et des non participatifs semblent assez semblables (questions 18 et 66), les participatifs ont un rapport à l'information physique (prises de note, impression, constitution d'albums) affaibli par rapport aux non participatifs, chez qui il est certes déclinant mais toujours persistant. Les uns et les autres accumulent des données sur leurs ordinateurs personnels. La vraie séparation est bien dans l'usage Internet de ces données et surtout leur ouverture : les participatifs sont 60 % à les mettre en ligne et les rendre publiques là où les non participatifs ne sont que 32 %, et 17 % à les échanger sur des forums pour 4,5 % des non participatifs (question 18). Pour autant, même chez les participatifs, le partage ne passe pas uniquement par la mise en ligne. Le courrier et le courriel restent des vecteurs privilégiés car ils permettent d'accompagner les données et les documents par un récit écrit. Notons ici l'importance du verbe. On retrouve la fonction du récit, de l'identité narrative telle que la décrit Paul Ricœur [29]. Le récit témoigne du désir de faire advenir une parole sur une trajectoire personnelle, groupale ou familiale. En mettant en récit les trajectoires, les généalogistes cherchent à rendre leur existence cohérente et intelligible. En cela, les propositions qui les invitent à publier des parcours de vie rencontrent une réelle aspiration et un désir certain.

On sait depuis les travaux de Sylvie Sagnes [30] le plaisir que les généalogistes tirent de leur pratique. La fréquentation des documents d'archives leur procure des émotions variées. Les questions 28 et 41 leur proposaient d'associer des mots à celles-ci. Tous les mots négatifs ou péjoratifs ont été systématiquement écartés. Les réponses permettent de comparer les émotions ressenties au contact du document original et celles ressenties *via* l'écran interposé (voir figure 6).

28. Chambre régionale des comptes d'Île-de-France (2013) Rapport [d'observations définitives] sur la gestion du patrimoine muséographique de la ville de Paris, p. 9

29. Ricœur, Paul (1990) *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil.

30. Sagnes, Sylvie (2004) « Cultiver ses racines : Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », *Ethnologie française,* vol. 34, n° 1, p. 31-40.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

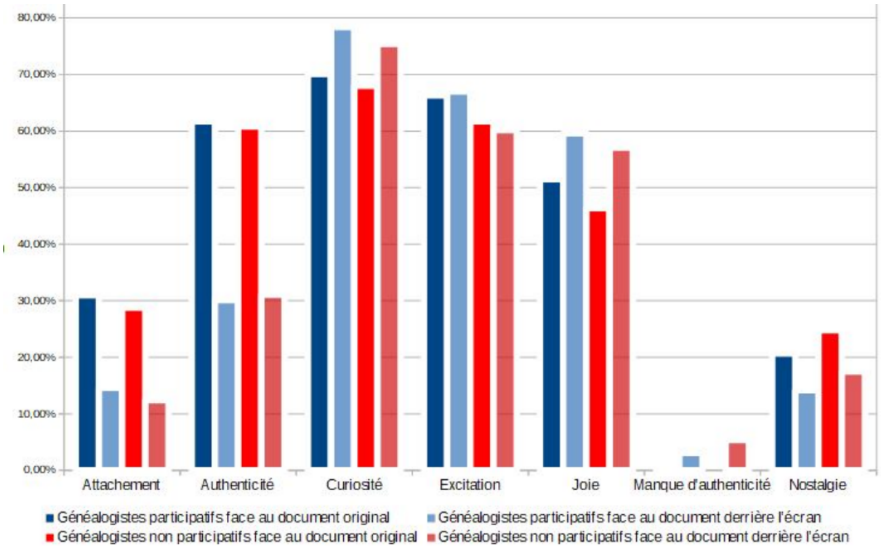


FIGURE 6 – Principales émotions ressenties face au document d'archives dans le monde analogique et dans le monde numérique (source : réponses aux questions 28 et 41 de l'enquête EnJeu[x])

Premier constat, les émotions sont légèrement plus intenses là encore pour les participatifs, ce qui est somme toute normal, puisqu'on sait que la réitération des situations émotionnelles génère une intensification du ressenti et de sa qualité. Les stimuli positifs, par des émotions agréables, incitent à la recherche de nouvelles situations générant un événement excitant. Deuxième constat, les émotions ne sont pas les mêmes face au document original et par le truchement de l'écran, même si l'intensité d'excitation est comparable. Le document original déclenche des émotions associées à l'authenticité du document et à un phénomène d'attachement là où le document médiatisé par l'écran semble appeler des processus de cognition (curiosité) et renvoie à l'univers du jeu.

3 Un *ethos* particulier ?

Peut-on pour autant en conclure que les généalogistes participatifs auraient un *ethos* particulier qui conditionnerait leur investissement en ligne présent et futur ?

L'usage qu'ils font de leurs données donne de nombreuses indications. Le premier constat est qu'ils les partagent très largement dans les mondes réels et virtuels : 76 % ont déjà aidé un autre généanaute, 56 % ont pris part à de l'indexation collaborative, 52 % ont déposé des documents et 32 % des recueils de données (question 57). Notons aussi qu'ils n'hésitent pas à retoucher et à recadrer les documents qu'ils téléchargent ou qu'ils numérisent [31]. Certes, cette pratique est encore limitée mais elle se développe avec l'offre et les progrès de l'ergonomie des outils. Ensemble, généalogistes participa-

31. Question 64. Ils sont 14 à 15 % de plus que les généalogistes non participatifs à recadrer et découper leurs images.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

tifs et non participatifs forment des espaces sociaux d'échange hautement spécialisés (Geneanet par exemple, forum 14-18), où se déploient leurs pratiques propres : redocumentarisation des documents, par exemple réagencement, annotation, organisation de collections personnelles, intégration de liens etc. – 68 % d'entre eux intègrent les données à un arbre généalogique informatisé d'après notre enquête [32] – et production de documents totalement factices : on trouve par exemple sur le forum 14-18 de fausses fiches sur le modèle des fiches des morts pour la France mises en ligne par le ministère de la Défense sur *Mémoire des hommes* [33].

Notons enfin que le généalogiste participatif cultive un sentiment très net d'appartenance à une communauté : 74 % des participatifs pour 48 % des non participatifs pensent appartenir à un réseau ou une communauté de généalogistes (question 13). À 63 % ils estiment être des vrais généalogistes soit 13 points de plus que les non participatifs (question 88). Et de fait on observe bien une communauté constituée autour de pratiques culturelles et de loisirs partagées. On peut même parler de métacommunauté avec des sous-communautés identifiables organisées par centre d'intérêt (par exemple la guerre, les métiers) ou par média de prédilection (par exemple les blogueurs).

Une fois ces constats faits, de quel genre de communauté est-on en train de parler ? Les généalogistes utilisent et réutilisent des archives qu'ils contribuent à contextualiser et à recréer. Les archives ainsi documentées sont en retour réexploitées par d'autres généalogistes. Collectivement, ils se sont organisés et ont développé leurs propres systèmes d'aide à la diffusion et à la recherche d'information : revues spécialisées, forums, relevés, index, signalement de sources, encyclopédie généalogique. Collectivement, ils ont également mis au point des stratégies de transmission aux générations futures. En témoignent le téléchargement massif de données textuelles et de photographies sur des plates-formes largement accessibles, l'alimentation de blogs, d'intranets familiaux, de dictionnaires de noms de famille, le lobbying pour assurer la préservation des données personnelles visible à travers des mobilisations et des pétitions. Toutes ces caractéristiques sont des critères d'identification que l'on lie généralement avec des archives communautaires, c'est à dire organisées et utilisées pour l'usage d'une communauté.

Jeannette Bastian, dans un article paru en 2007 [34], propose deux autres critères qui, agrégés aux précédents, permettraient d'identifier ce qu'elle a appelé une communauté d'archives (*community of records*). Ces critères sont l'existence de caractéristiques communes dans la tenue et l'élaboration des fonds d'archives et l'existence de récits qui permettent de créer et de maintenir le sentiment identitaire et qui aident chacun à situer sa place. Elle propose d'élargir la notion de communauté aux professionnels et aux usagers qui gravitent autour d'elle.

32. Question 62. 12 % de plus que les généalogistes non participatifs.

33. Marcilloux, Patrice (2014) « Usages et logiques d'usages des archives de la Grande Guerre : de la preuve à l'individu en passant par l'histoire », dans Kinossian, Yves ; Luquet, Jean, *et al.* (dir.), *Les Pays de Savoie et la Grande Guerre : quelles sources ?*, Chambéry, Éditions de l'université de Savoie, p. 11-25 ; (2015,) « Pour une histoire des usages des archives de la grande Guerre », dans Verry, Élisabeth (dir.), *1914-1918. L'Anjou dans la Grande Guerre*, p. 274-281

34. On se reportera pour la définition et un exemple de mise en œuvre à Bastian, Jeannette (2003) *Owning Memory : How a Caribbean Community Lost Its Archives and Found Its History*, Westport, Libraries Unlimited. Ce concept a été éprouvé sur d'autres cas : voir Yakel, Elizabeth et Torres Deborah A. (2007) « Genealogists as a "Community of Records" », *The American Archivist*, vol. 70, n° 1, p. 93-113.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

Or, les généalogistes produisent des documents et des données qui sont élaborés et mis en forme dans des architectures semblables, à commencer par le standard GedCom et des pratiques de collage et de montage. Ils construisent aussi des récits *via* de nombreux outils : geneawiki et challenge A Z en tête de pont.

Cependant, plus qu'à une communauté d'archives, regroupées autour d'artefacts documentaires, c'est à une communauté de données que nous avons affaire. En effet, dans le cas des généalogistes, il apparaît que la communauté ne s'organise plus autour des archives qu'elle consulte mais bien autour des données qu'elle produit et qu'elle met en ligne, ce qui est un changement de paradigme considérable (voir figure 7).

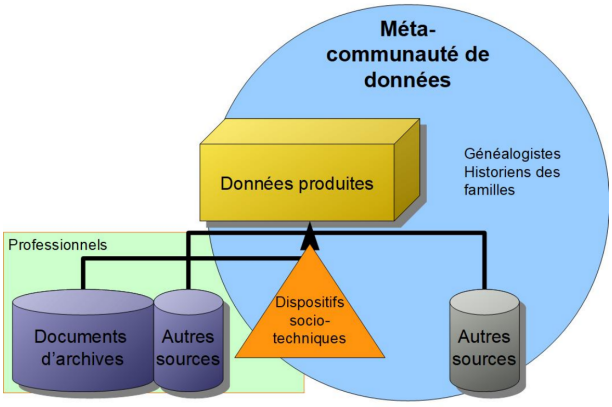


FIGURE 7 – Schéma de la méta-communauté de données formée par les généalogistes et historiens des familles

L'enrichissement des contenus tend à se substituer aux contenus eux-mêmes. Pour autant le lien avec l'institution archivistique reste très fort – voire symbiotique – même si l'envie de la contourner existe concomitamment, et si les pratiques expertes des généalogistes remettent en question ce qui était considéré jusque-là comme une composante essentielle du métier d'archiviste, la description.

Il y a finalement de nombreux paradoxes dans la situation de transition actuelle, à commencer par l'offre collaborative à la fois dispersée et concentrée : dispersée du côté des services d'archives mais avec des acteurs fédérateurs comme Geneanet. La demande a pour conséquence de générer du trafic et d'améliorer l'image des institutions archivistiques qui pensent l'adhésion inépuisable. Il faut dire que les généalogistes participatifs semblent toujours capables d'intensifier leur pratique et de diversifier leurs investissements. En même temps, les profils des participatifs et des non participatifs sont assez proches, ce qui fait supposer une certaine perméabilité entre les deux et une possibilité d'extension du périmètre des actifs. Ces généalogistes forment une méta-communauté. Initialement organisée autour des documents d'archives, elle s'est déplacée vers sa propre production documentaire. Le ciment communautaire est aujourd'hui leurs propres données.

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850

On peut penser que les orientations qui sous-tendent les projets collaboratifs encore largement descendants se déplaceront progressivement vers le public. Outre la question du choix des images numérisées soumises à l'indexation, déjà largement revisitée par la production d'images propres grâce aux prises de vue de volontaires comme dans les projets de Geneanet, il est probable que la catégorisation même de cette indexation sera amenée à s'inverser dans un processus ascendant (*bottom-up*) y compris dans un environnement institutionnel.

Pour autant, le modèle initial semble encore résister et les institutions médiatrices se maintiennent mieux dans leur mission de lien social que d'autres entreprises culturelles [35].

Une des raisons de cette résistance est sans doute à chercher du côté des logiques d'usage mises en œuvre indifféremment par les généalogistes participatifs et non participatifs : logique de transmission intergénérationnelle, logique d'usage mémoriel particulièrement à l'œuvre dans tous les projets autour des cimetières et des morts des guerres mais aussi logique d'affiliation. L'affiliation géographique en particulier joue un rôle décisif dans le lien entre services d'archives locaux et généalogistes en ligne.

35. Voir Bouquillion et Matthews, *op. cit.*

Published in : Cécile Meynard et Thomas Lebarbé (dir.), *Le Crowdsourcing : Partager, enrichir et publier des sources patrimoniales*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003850, doi : 10.17184/eac.9782813003850